



Journée de commémoration et d'actions contre les violences faites aux femmes

Québec, le 6 décembre 2025 - Aujourd'hui, le Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (RGF-CN) a organisé une marche dans le quartier Limoilou dans le cadre de la Journée de commémoration et d'actions contre les violences faites aux femmes. Rappelant l'horreur du plus grand féminicide vécu au Québec, soit la tuerie de Polytechnique en décembre 1989, le RGF-CN a dénoncé toutes les violences vécues par les femmes et interpellé les gouvernements sur leur responsabilité face à la lutte contre les violences.

La manifestation a permis de dénoncer les féminicides, ainsi que les violences sexuelles et conjugales. 16 féminicides connus ont eu lieu cette année au Québec. Rappelons que les féminicides sont la pointe de l'iceberg des violences vécues par les femmes. Près de la moitié des femmes (44%) ont subi au moins une forme de violence entre partenaires intimes (violence psychologique, physique et sexuelle) au courant de leur vie. La violence conjugale, tout comme les violences sexuelles, touche particulièrement les femmes autochtones, les personnes de la diversité sexuelle et de genre, les personnes ayant une problématique de santé mentale ou un handicap.

Mêmes luttes, mêmes espoirs

C'est sous le thème « Même monde, mêmes luttes, mêmes espoirs » qu'a eu lieu la campagne annuelle 2025 des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes, qui s'étend du 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, au 6 décembre.

« Le contexte politique nous amène à dénoncer avec force les violences institutionnelles et systémiques. L'État contribue aux violences genrées, notamment en banalisant la crise du logement, qui accentue la précarité des femmes et les met à risque de vivre plus de violences, et en sous-finançant les maisons d'hébergement et de deuxième étape. Comment sortir d'une relation violente lorsqu'il n'y a pas de logement abordable et accessible? », s'indigne Claire Murati du RGF-CN.

Le RGF-CN dénonce les récentes coupures, autant au provincial qu'au fédéral, dans l'aide et les services aux victimes. Au Québec, une partie du programme Rebâtir qui permettait aux victimes d'agressions à caractère sexuel d'être représentées par des avocat.e.s spécialisé.e.s devant les tribunaux a pris fin ; des maisons de deuxième étape accusent toujours des retards dans la livraison ; l'allégement des tâches des agent.e.s de probation auprès des contrevenants et des victimes de violence conjugale est inquiétante. Les récentes coupures dans le budget du ministère Femmes et Égalité des genres Canada, sont tout aussi alarmantes.

La manifestation a permis de dénoncer les violences systémiques auxquelles font face les femmes racisées et en situation d'immigration au Québec. Le gouvernement québécois contribue, par ses lois et discours, à la discrimination envers les femmes immigrantes. La fin du Programme de l'expérience québécoise (PEQ), le renvoi possible de milliers de personnes immigrantes, les coupures dans différents programmes visant les personnes réfugiées ou à statut migratoire précaire précarise les femmes racisées ou en situation d'immigration ou de refuge a un impact négatif sur toute la société québécoise!

S'unir contre les violences

« Dans un contexte où les droits des femmes et des personnes de la diversité de genre sont attaqués partout dans le monde, où la droite prend de plus en plus de place dans les décisions politiques, l'omniprésence des discours haineux et misogynes dans l'espace public, il est impératif de prendre aujourd'hui les mesures pour lutter contre la

montée du masculinisme, pour éliminer et prévenir les violences genrées et racistes, les violences sexuelles et les féminicides », revendique Claire Murati, du RGF-CN. Le RGF interpelle les gouvernements de remettre la lutte contre les violences au premier rang de ses priorités.

Ces 12 jours d'action ont pris place quelques semaines après la Marche mondiale des femmes 2025, où près de 20 000 femmes et alliés se sont rassemblées à Québec afin de dénoncer les violences, la pauvreté et la crise climatique. « La solidarité continue! Nous serons en marche tant que toutes les violences ne seront pas éliminées. Pour cela, nous avons besoin de solidarité et politiques sociales inclusives, justes et féministes. Et nous le répéterons tant et aussi longtemps que ce sera nécessaire », ajoute Cynthia Laura Petit-Maître de la Maison pour femmes immigrantes de Québec.

-30-

Le RGF-CN regroupe des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale et travaille la défense des droits et des intérêts de toutes les femmes, l'égalité des femmes entre elles, l'amélioration des conditions de vie.

Pour info : Élise Landriault-Dupont 581-998-4232